

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 1482

[C — 2003/29039]

28 NOVEMBER 2002. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende toepassing van artikel 15 van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de voorstellen van de Sturingscommissie;

Op de voordracht van de Minister van Secundair Onderwijs en van Buitengewoon Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het plan met de prioritaire richtingen en thema's voor de netoverschrijdende opleiding tijdens de loopbaan van de personeelsleden van het gewoon secundair onderwijs, vermeld in bijlage I van dit besluit, wordt goedgekeurd overeenkomstig artikel 15 van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan.

Art. 2. Het plan met de prioritaire richtingen en thema's voor de netoverschrijdende opleiding tijdens de loopbaan van de personeelsleden van het buitengewoon onderwijs, vermeld in bijlage II van dit besluit, wordt goedgekeurd overeenkomstig artikel 15 van het voormelde decreet

Art. 3. Het plan met de prioritaire richtingen en thema's voor de netoverschrijdende opleiding tijdens de loopbaan van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra, vermeld in bijlage III van dit besluit, wordt goedgekeurd overeenkomstig artikel 15 van het voormelde decreet

Art. 4. De Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs, het buitengewoon onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra behoren, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 28 november 2002.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,

P. HAZETTE

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2003 — 1483

[2003/29147]

4 DECEMBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française instituant le congé politique pour les membres du personnel administratif, du personnel spécialisé, du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service des universités et faculté universitaire de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire de l'Etat, notamment l'article 50, alinéa 3, modifié par les lois du 14 décembre 1960 et du 27 juillet 1971.

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 juillet 2002;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 17 juillet 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 juillet 2002;

Vu le protocole de négociation du 6 septembre 2002, du Comité de secteur IX;

Vu la délibération du Gouvernement le 19 septembre 2002, sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 30 octobre 2002, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique et de la Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique;

Après délibération du Gouvernement de la Communauté française du 4 décembre 2002,

Arrête :

Article 1^{er}. Les membres du personnel administratif, du personnel spécialisé, du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service des universités et faculté universitaire de la Communauté française ont droit dans le cas et selon les modalités fixées ci-après, à un congé politique pour l'exercice d'un mandat politique ou d'une fonction qui peut y être assimilée.

Par « membres du personnel », il faut entendre, au sens du présent arrêté : les membres du personnel définitif, les stagiaires et les membres du personnel engagés par contrat de travail.

Art. 2. Par « contre pour l'exercice d'un mandat politique ou d'une fonction qui peut y être assimilée », il faut entendre :

1° soit une dispense de service qui n'a aucune incidence sur la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel;

2° soit un congé politique facultatif accordé à la demande des membres du personnel;

3° soit un congé politique d'office auquel les membres du personnel ne peuvent pas renoncer.

Les membres du personnel qui disposent de congés politiques dans le cadre du présent arrêté arrêteront en début de mois le calendrier de leurs jours de congés politiques d'office.

En ce qui concerne les dispenses de service et les congés politiques facultatifs, ceux-ci peuvent être pris, après en avoir avisé le chef de service, avec un minimum d'une heure, sans pour autant que la somme de ceux-ci ne dépasse le total mensuel des dispenses de service et des congés politiques facultatifs autorisés.

Art. 3. A la demande des membres du personnel, une dispense de service est accordée pour l'exercice des mandats politiques suivants :

1° conseiller communal qui n'est ni bourgmestre ni échevin, ou membre d'un conseil de l'aide sociale autre que le président : deux jours par mois;

2° conseiller provincial non membre de la députation permanente : deux jours par mois.

La dispense de service se prend à la convenance de l'intéressé. Elle ne peut être reportée d'un mois à l'autre sauf lorsqu'elle est accordée pour l'exercice d'un mandat de conseiller provincial.

Art. 4. A la demande des membres du personnel, un congé facultatif est accordé pour l'exercice des mandats politiques suivants :

1° conseiller communal qui n'est ni bourgmestre ni échevin, ou membre d'un conseil de l'aide sociale, à l'exception du président et des membres du bureau permanent, d'une commune comptant :

a) jusqu'à 80.000 habitants : 2 jours par mois;

b) plus de 80.000 habitants : 4 jours par mois;

2° échevin ou président du conseil de l'aide sociale d'une commune comptant :

a) jusqu'à 30.000 habitants : 4 jours par mois;

b) de 30.001 à 50.000 habitants : le quart d'un emploi à temps plein;

c) de 50.001 à 80.000 habitants : la moitié d'un emploi à temps plein;

3° bourgmestre d'une commune comptant :

a) jusqu'à 30.000 habitants : le quart d'un emploi à temps plein;

b) de 30.001 à 50.000 habitants : la moitié d'un emploi à temps plein;

4° membre du bureau permanent d'un conseil de l'aide sociale d'une commune comptant :

a) jusqu'à 10.000 habitants : 2 jours par mois;

b) de 10.001 à 20.000 habitants : 3 jours par mois;

c) plus de 20.000 habitants : 5 jours par mois;

5° conseiller provincial n'étant pas membre de la députation permanente : 4 jours par mois.

Art. 5. Les membres du personnel sont mis en congé d'office pour l'exercice des mandats politiques suivants :

1° bourgmestre d'une commune comptant :

a) jusqu'à 20.000 habitants : 3 jours par mois;

b) de 20.001 à 30.000 habitants : le quart d'un emploi à temps plein;

c) de 30.001 à 50.000 habitants : la moitié d'un emploi à temps plein;

d) plus de 50.000 habitants : à temps plein;

2° échevin ou président du conseil sociale dans une commune comptant :

a) jusqu'à 20.001 habitants : 2 jours par mois;

b) de 20.001 à 30.000 habitants : 4 jours par mois;

c) de 30.001 à 50.000 habitants : le quart d'un emploi à temps plein;

d) de 50.001 à 80.000 habitants : la moitié d'un emploi à temps plein;

e) plus de 80.000 habitants : à temps plein;

3° membre de la députation permanente d'un conseil provincial : à temps plein.

Le congé politique d'office prend cours à la date de la prestation de serment qui suit l'élection ou la désignation au mandat politique visé.

Art. 6. Les membres du personnel qui n'exercent pas une fonction à temps plein sont néanmoins mis en congé politique d'office à temps plein pour l'exercice d'un mandat prévu à l'article 5 pour autant qu'y corresponde un congé politique d'office d'au moins la moitié d'un emploi à temps plein.

Art. 7. Pour l'application des articles 3, 4 et 5, le nombre d'habitants est déterminé conformément aux dispositions des articles 5 et de la nouvelle loi communale.

Art. 8. Les périodes couvertes par un congé politique facultatif ou d'office ne sont pas rémunérées. Elles sont assimilées à des périodes d'activités de service.

Durant les périodes où un congé politique couvre la totalité des prestations que doivent effectuer les membres du personnel, ces derniers ne peuvent faire valoir leur titre à la promotion.

Pour les membres du personnel engagés par contrat de travail, ce dernier est suspendu pendant les périodes couvertes par le congé politique facultatif ou d'office.

Celles-ci sont prises en considération comme services admissibles en vue de l'avancement de traitement.

Art. 9. Le congé politique expire au plus tard le dernier jour du mois qui suit celui de la fin du mandat.

A ce moment, l'intéressé recouvre ses droits statutaires ou contractuels.

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2002.

Art. 11. Le Ministre de la Fonction publique et la Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 décembre 2002.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre du Budget et de la Fonction publique,

R. DEMOTTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,

Mme F. DUPUIS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 1483

[2002/29147]

4 DECEMBER 2002. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot invoering van een politiek verlof voor de leden van het administratief personeel, het gespecialiseerd personeel, het meesters-, vak- en dienstponeel van de universiteiten en universitaire faculteiten van de Franse Gemeenschap**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het hoger onderwijs in de Rijksuniversiteiten, inzonderheid op artikel 50, lid 3, gewijzigd bij de wetten van 14 december 1960 en 27 juli 1971;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 juli 2002;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 17 juli 2002;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 17 juli 2002;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 6 september 2002 van het Comité van Sector IX;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 19 september 2002 over de aanvraag om advies te geven door de Raad van State binnen een termijn van hoogstens één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 30 oktober 2002, bij toepassing van artikel 84, lid 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken en de Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek;

Na beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 december 2002,

Besluit :

Artikel 1. De leden van het administratief personeel, het gespecialiseerd personeel, het meesters-, vak- en dienstponeel van de universiteiten en universitaire faculteiten van de Franse Gemeenschap hebben recht in het geval en volgens de nadere regels zoals hierna bepaald op een politiek verlof voor de uitoefening van een politiek mandaat of van een ambt dat ermee kan worden gelijkgesteld.

onder "personeelslid" moet verstaan worden, in de zin van dit besluit : de leden van het vast personeel, de stagiaires en de personeelsleden aangeworven met een arbeidsovereenkomst.

Art. 2. Onder "tegen voor de uitoefening van een politiek mandaat of van een ambt dat ermee kan worden gelijkgesteld" moet verstaan worden :

1° hetzij een dienstverlening die geen enkele weerslag heeft op de administratieve en geldelijke situatie van de personeelsdienst;

2° hetzij een facultatief politiek verlof op aanvraag van de personeelsleden;

3° hetzij een politiek verlof van rechtswege waarvan de personeelsleden niet mogen afzien.

De personeelsleden die over politiek verlof beschikken in het kader van dit besluit zullen in het begin van de maand de kalender opstellen van hun verlofdagen van rechtswege.

Wat de dienstvrijstellingen en het facultatief politiek verlof betreft, kunnen deze in acht genomen worden nadat het diensthoofd ervan op de hoogte gebracht is met een minimum van één uur, zonder dat het bedrag van deze het maandelijks totaal van de toegelaten diensten en politieke facultatieve verlofdagen overschrijdt.

Art. 3. Op aanvraag van de personeelsleden wordt een dienstvrijstelling toegekend voor de uitoefening van de volgende politieke mandaten :

1° gemeenteraadslid dat noch burgemeester noch schepen is, of lid van een raad van de sociale hulpverlening ander dan de voorzitter : twee dagen per maand;

2° provincieraadslid dat geen lid is van de bestendige deputatie : twee dagen per maand.

De dienstvrijstelling wordt genomen zoals het voor de betrokkene het best is. Ze kan niet naar een andere maand worden overgedragen behalve wanneer ze toegekend wordt voor de uitoefening van een mandaat van provincieraadslid.

Art. 4. Op aanvraag van de personeelsleden wordt een facultatief verlof toegekend voor de uitoefening van de volgende politieke mandaten :

1° gemeenteraadslid dat noch burgemeester noch schepen is of lid van een raad voor sociale hulpverlening, met uitzondering van de voorzitter en de leden van het bestendig bureau van een gemeente die :

a) tot 80.000 inwoners telt : 2 dagen per maand;

b) meer dan 80.000 inwoners telt : 4 dagen per maand;

2° schepen of voorzitter van de raad voor sociale hulpverlening van een gemeente die :

a) tot 30.000 inwoners telt : 4 dagen per maand;

b) tussen 30.001 en 50.000 inwoners telt : een vierde van een voltijdse betrekking;

c) tussen 50.001 en 80.000 inwoners telt : de helft van een voltijdse betrekking;

3° burgemeester van een gemeente die :

a) tot 30.000 inwoners telt : een vierde van een voltijdse betrekking;

b) tussen 30.001 en 50.000 inwoners telt : de helft van een voltijdse betrekking;

4° lid van het bestendig bureau van een raad voor sociale hulpverlening van een gemeente die :

a) tot 10.000 inwoners telt : 2 dagen per maand;

b) tussen 10.001 en 20.000 inwoners telt : 3 dagen per maand;

c) meer dan 20.000 inwoners : 5 dagen per maand;

5° provincieraadslid dat geen lid is van de bestendige deputatie : 4 dagen per maand.

Art. 5. De personeelsleden krijgen van rechtswege verlof voor de uitoefening van de volgende politieke mandaten :

1° burgemeester van een gemeente die :

a) tot 20.000 inwoners telt : 3 dagen per maand;

b) tussen 20.001 en 30.000 inwoners telt : een vierde van een voltijdse betrekking;

c) tussen 30.001 en 50.000 inwoners telt : de helft van een voltijdse betrekking;

d) meer dan 50.000 inwoners telt : voltijds;

2° tot 20.000 inwoners telt : 2 dagen per maand;

b) tussen 20.001 en 30.000 inwoners telt : 4 dagen per maand;

c) tussen 30.001 en 50.000 inwoners telt : een vierde van een voltijdse betrekking;

d) tussen 50.001 en 80.000 inwoners : de helft van een voltijdse betrekking;

e) meer dan 80.000 inwoners : voltijds;

3° lid van de bestendige deputatie van een provincieraad : voltijds.

Het politiek verlof van rechtswege begint op de datum van de eedaflegging volgend op de verkiezing of de aanstelling tot het bedoeld politiek mandaat.

Art. 6. De personeelsleden die geen voltijdse betrekking hebben, krijgen evenwel van rechtswege een politiek voltijds verlof voor de uitoefening van een mandaat bedoeld bij artikel 5 voor zover een politiek verlof van rechtswege van minstens de helft van een voltijdse betrekking ermee overeenstemt.

Art. 7. Voor de toepassing van de artikelen 3, 4 en 5, wordt het aantal inwoners bepaald overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 5 en van de nieuwe gemeentewet.

Art. 8. De periodes gedekt door een facultatief politiek verlof of een verlof van rechtswege worden niet bezoldigd. Ze worden gelijkgesteld met de periodes van dienstactiviteit.

Gedurende de periodes waarop een politiek verlof overeenstemt met het geheel van de prestaties die de personeelsleden moeten uitvoeren, mogen deze laatsten geen aanvraag indienen om ambtsbevordering.

Voor de personeelsleden die aangeworven zijn met een arbeidsovereenkomst, wordt deze laatste opgeschort gedurende de periodes van facultatief politiek verlof of van verlof van rechtswege.

Deze worden in acht genomen als toelaatbare diensten met het oog op de ambtsbevordering.

Art. 9. Het politiek verlof verstrijkt ten laatste op de laatste dag volgend op de dag waarop het mandaat ten einde loopt.

Op dat moment krijgt de betrokkene opnieuw zijn statutaire of contractuele rechten.

Art. 10. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2002.

Art. 11. De Minister van Ambtenarenzaken en de Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk onderzoek worden belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 4 december 2002.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Begroting en Ambtenarenzaken,

R. DEMOTTE

De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk onderzoek,

Mevr. F. DUPUIS